



POLITIQUE



Législatives du 20 décembre prochain

Avec la nomination des membres des Celi, la machine Ceni bien huilée?

La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a procédé à la nomination des membres ...

PAGE 3

ECONOMIE



Recensement des données économiques

L'OTR proroge l'opération à fin août

Lancée au mois de mai dernier, la collecte des données économiques initiée par le ministère en charge de l'Economie et des Finances qui devrait être finalisée la semaine dernière se poursuit...

PAGE 5

Conseil nutrition

Fruit du baobab ou « pain de singe » pour bien démarrer sa journée

PAGE 10

Nouveau déplacement de Pascal Bodjona chez Akufo-Addo

L'ancien collaborateur de Faure Gnassingbé jouerait-il un rôle dans la sortie de crise au Togo ?

Quelques jours après la sortie de la feuille de route de la Cedeao, l'ancien ministre de l'Administration territoriale, Pascal Bodjona était encore à Accra chez le facilitateur...

PAGE 3



Le Togo, la crise et les perspectives économiques

Ces acquis à préserver et à consolider malgré tout

De 2010 à 2015, l'économie togolaise a réalisé des avancées sur plusieurs plans, avec à la clé un PIB au-delà de 5%, le regain de la confiance et le retour des partenaires au développement et la création d'emplois. Des résultats certes à améliorer, mais le Togo risque de ne pas conserver tous ces acquis ou risque malheureusement de les perdre, si les acteurs politiques ne trouvent pas une solution rapide à la crise politique ...

PAGE 5

EDITO

Profanateurs de mosquées, toujours dans le défi de Dieu et des autorités

Bon Dieu ! Que connote cette succession de profanation de mosquées dans notre ville ? Que veulent au juste ces profanateurs des maisons de Dieu ?

« La communauté des enfants de Dieu » du Togo est encore triste ! Une mosquée a encore été profanée. Cette fois-ci à Agoè-Sogbossito dans la nuit du mardi au mercredi dernier. C'est la grande mosquée qui se trouve dans ce quartier communément appelé « Abbas Bonfoh », du nom de l'ancien président...

PAGE 3

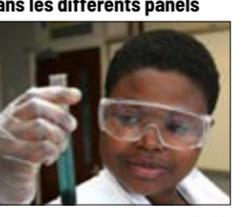
Session de rattrapage du Hcrrun

Hier à Kara et à Atakpamé, les retardataires n'ont pas eu tort !

Après l'étape de Lomé il y a quelques semaines, le Haut commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun) a poursuivi sa tournée de rattrapage d'indemnisation des victimes des tensions politiques enregistrées au Togo en 2005.

PAGE 11



	SOMMAIRE	RDC / Présidentielle 2018 Va-t-on vers une candidature unique de l'opposition congolaise ?  P 4	Financement des politiques publiques Le Togo sollicite 20 milliards sur le marché financier sous régional  P 5	Orthophonistes d'Afrique francophone Le 1er congrès démarre bientôt à Lomé  P 9	Troubles du langage Types, facteurs de risques et prise en charge  P 10	19e Journée de la Société ouest africaine de chimie Les enjeux du développement durable au cœur des échanges dans les différents panels  P 11
---	-----------------	---	---	---	---	--

Echos des Bénéficiaires des produits FNFI

A la découverte de SEKPLA Abla, couturière à Lomé

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togomatin vous conduit à Lomé, dans la Région Maritime pour partager avec vous les témoignages de Madame SEKPLA Abla, bénéficiaire du Produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers" (AJSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Reportage...

Lomé, quartier Togo 2000, sur la nouvelle voie principale qui mène à l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema de Lomé, nous nous rendons dans un atelier de couture pour y rencontrer la patronne des lieux. Très jeune, moins de la trentaine, SEKPLA Abla, fait partie des jeunes artisans qui ont très tôt mis les chances de leurs côtés afin de bien entreprendre dans la vie. Un atelier assez simple, avec une machine à coudre et une machine à surfiler, Abla s'emploie depuis bientôt trois ans à accomplir avec joie et bonne humeur les tâches que lui confient ses clientes.

"Depuis toujours, j'ai toujours rêvé d'apprendre le métier de couture. J'aime bien ce métier, dessiner des modèles et donner corps à des tissus ou à des pagnes afin qu'ils reflètent les désirs de mes clientes, pour moi c'est quelque chose de très sensationnel. J'ai donc appris le métier chez une professionnelle ici à Lomé pendant trois bonnes années. Après l'obtention de mon diplôme, il me fallait nécessairement ouvrir un atelier afin de pouvoir y mener tranquillement mes activités. J'avais donc besoin d'un appui financier".

Des microcrédits que le FNFI à travers ses 26 Prestataires de Services Financiers (Institutions de Microfinance) octroie aux personnes qui en

font la demande dans l'optique de les aider à démarrer ou consolider l'exercice d'une petite activité génératrice de revenus, notre interlocutrice a trouvé le créneau idéal pour se lancer dans son business. Sans hésiter et sans perdre le temps, elle se rend auprès d'une Institution de Microfinance partenaire pour se renseigner davantage sur les différents produits qu'offre le FNFI.

"Je me suis rendu auprès de ECHOPPE Togo car c'est une institution dont j'entends beaucoup parler dans le partenariat avec le FNFI et bon nombre de groupements de femmes disent du bien de cette institution. Une fois arrivé, j'ai été renseigné sur les différentes possibilités que j'avais d'obtenir un microcrédit. Quand je leur ai dit que j'étais couturière et que j'avais besoin d'un coup de main pour pouvoir ouvrir mon atelier, ils m'ont tout de suite indiqué que le crédit AJSEF est le crédit qui est dédié aux artisans. Il me revenait alors pour pouvoir avoir ce microcrédit de me constituer en groupe solidaires avec d'autres personnes dans le besoin, des personnes que je connais très bien et dont les capacités de remboursements des crédits sont avérées. Fort heureusement dans mon quartier, je connaissais beaucoup de mes camarades qui étaient dans le même cas que moi et en attente



Madame SEKPLA Abla

d'obtenir un microcrédit pour aller de l'avant. C'est donc naturellement que mes amies et moi nous sommes constituées en groupe solidaire et nous sommes repartis voir ECHOPPE TOGO. Cette dernière nous a ensuite mis en relation avec un Prestataire de Service Technique qui a renforcé nos capacités en gestion de crédit. La formation a duré trois jours et a été très bénéfique pour nous."

Après avoir franchi avec succès toutes les étapes pré-déblocage de crédit, notre interlocutrice est plus que sûre désormais que le microcrédit AJSEF lui permettra de prendre son destin en main avec l'ouverture de son atelier de couture. Un atelier qu'elle a rêvé pendant des années d'ouvrir afin de mettre son savoir-faire et talent en œuvre. "Je n'ai pas beaucoup patienté avant d'obtenir la première tranche de crédit AJSEF. J'ai obtenu auprès de ECHOPPE Togo la somme de 300.000 FCFA. Avec cette somme,

je me suis doté de ce petit kiosque et j'ai acheté deux machines, dont l'une à coudre et l'autre à surfiler. Le reste des ressources m'a permis d'acheter une petite table. Je me suis alors mis très vite au travail et j'ai commencé à recevoir quelques clientes, vu que je suis dans un quartier bien populaire et animé. Comme vous pouvez le constater aujourd'hui je m'en sors très bien avec mes clientes que je fidélise progressivement. Je me suis bien organisée également pour le remboursement. A chaque recette que j'enregistre, je dégage une petite marge que je mets de côté pour pouvoir honorer mes engagements vis-à-vis du remboursement le moment venu. Je suis pratiquement à la fin du remboursement du premier cycle de crédit et je compte aussitôt faire la demande pour pouvoir bénéficier du second cycle. Ce dernier me servira à agrandir un tout petit peu mon atelier."

KD



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
 Edité par DIRECT MEDIA RCCM
 N° TG_LOM 2015 B 1045
 BP : 30117 Lomé - Togo
 Tél : (+228) 22 25 02 23 /
 90 15 39 77 / 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail : atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 Tw: @togomatin1
 Mson de la Presse: Casier N° 53
 Siège
 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
 Motchosso Kodolalkina

Secrétaire de rédaction :
 Rachidou Zakari

Responsable web:
 Carlos Amevor

Comité de rédaction:
 Françoise Dasilva
 Freda Sefiamor
 Alexandre Wémima

Edem Dadzie
 Essoyodou Awih

Responsable administrative:
 Gloria Léma Yagla

Service commercial:
 DIRECT AGENCE
 Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
 Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution: Togo Express

Tirage: (2000 exemplaires)

EDITO

...de l'Assemblée nationale et président intérimaire de la République en 2005, à la suite du décès du Général Gnassingbé Eyadéma. A. Bonfoh, lui-même grand et fervent musulman bon teint !

Quatrième du genre, cet acte qui n'est ni plus, ni moins, un défi de Dieu et des autorités togolaises, survient moins de 24 heures après l'intervention du ministre de la Sécurité et de la protection civile, Damehame

Yark - lui-même, fidèle et grand pratiquant de l'Islam- sur une Radio France Internationale, promettant à l'opinion que les responsabilités seront situées sous peu et rassurant poursuivre « jusque dans leur derniers retranchements » les profanateurs des mosquées.

Aucune réponse sur ce que contestent les profanateurs, ou ce qu'ils tentent de dénoncer. Le vivre ensemble, sur le plan religieux est pourtant parfait au Togo. Les Leaders de l'Eglise

catholique du Togo et ceux des Eglises presbytériennes et Méthodistes du Togo, l'ont démontré à travers une manifestation vendredi dernier, pour apporter leurs soutiens aux fidèles musulmans du Togo qui sont quelque peu ébranlés par ces actes de profanation. Le ministre Yark l'a confirmé d'ailleurs : « Les Togolais ont toujours vécu dans une très bonne ambiance spirituelle où on trouve dans la même maison toutes les religions, les musulmans,

les chrétiens et les animistes ».

Quelle que soit la raison, rien, absolument rien ne peut justifier ce recours à « la barbarie » dans les mosquées à Lomé, la société togolaise n'étant pas aussi clivée, ni sur le plan religieux, ni sur le plan culturel, encore moins sur le plan ethnico-religieux... pour qu'on tende à la faire basculer des voies qui ne lui ressemblent pas.

Sous ces apparences de revendications

religieuses, ces actes font appel dans les esprits de bon nombre de Togolais, à plusieurs réflexions relatives à des malentendus sociopolitiques que nous connaissons. Mais, l'ambivalence et l'ambiguïté de ces actes de profanation nous commandent de bien murir nos réflexions pour éviter de les exposer dans une certaine légèreté qui peut mettre à mal le vivre-ensemble que nous avons tous intérêt à cultiver.

Dieudonné Korolakina

Législatives du 20 décembre prochain

Avec la nomination des membres des Celi, la machine Ceni bien huilée?

La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a procédé à la nomination des membres des Commissions électorales locales indépendantes (Celi) dans les préfectures du pays. Dans les différentes commissions, les places que devraient occuper des représentants de l'opposition parlementaire sont restées pour le moment vacantes.

Les nominations dans les Celi ont été annoncées le mardi dernier au journal de 20 h à la télévision nationale, Télévision togolaise (TVT).

Outre les représentants de l'administration et de magistrats dans chaque Celi, il est à préciser que les autres personnes nommées sont issues d'une part de la majorité parlementaire Unir et d'autre part de partis extraparlimentaires comme le Net, Obuts, PDR. Le parti UFC qui est de l'opposition

parlementaire est également représenté dans les Celi.

Les Celi sont les démembrés de la Ceni. Elles sont composées de sept membres chacune, dont :

- Un magistrat qui en est le président
- Un représentant de l'administration
- Deux représentants de la majorité parlementaire
- Deux représentants de l'opposition parlementaire
- Un représentant des partis politiques extra parlementaires.

Avant que la Ceni n'aille de l'avant pour procéder aux nominations partielles dans les Celi, un délai avait été donné par le président l'instance indépendante en charge de l'organisation des élections aux partis de l'opposition pour soumettre les noms de leurs représentants mais ceux de la Coalition des 14 ont décliné l'invitation.

L'absence des représentants de l'opposition avait été motivée, le dimanche dernier, par Mme Brigitte



Siege de la Ceni

Kafui Adjamaqbo-Johnson, la coordonnatrice de la Coalition des 14 que la démarche s'apparente à une violation des recommandations élaborées par la Cedeao pour une sortie de crise dans le pays.

La mise en branle du processus électoral par la Ceni qui fonctionne toujours sans des représentants de l'opposition parlementaire va-t-elle faciliter la voie à

un règlement de la crise politique dans le pays ?

En attendant d'en savoir plus sur le déroulement du processus électoral, les Togolais attendent l'arrivée des émissaires et des représentants de la Cedeao qui ont en charge le suivi des recommandations mais aussi la recherche de mesures pour la décrispation de la crise.

CA

Nouveau déplacement de Pascal Bodjona chez Akufo-Addo

L'ancien collaborateur de Faure Gnassingbé jouerait-il un rôle dans la sortie de crise au Togo ?

Quelques jours après la sortie de la feuille de route de la Cedeao, l'ancien ministre de l'Administration territoriale, Pascal Bodjona était encore à Accra chez le facilitateur Nana Akufo-Addo. On se rappelle qu'avant même le début du dialogue, des informations indiquaient qu'il avait été consulté. De plus, M. Bodjona était invité pour l'ouverture du dialogue alors qu'il ne fait pas partie de la C14, et n'a jamais officiellement déclaré ou montré par ses déclarations qu'il est de près ou de loin lié à cette crise. Quelle est alors sa part dans la recherche de solutions amorcée le 31 juillet dernier ?

« Il n'est pas politiquement correct pour Pascal Bodjona de dévoiler à l'étape actuelle des débats, le contenu d'une audience qu'un chef d'Etat qui a une part prépondérante dans la recherche de solution à la crise togolaise a bien voulu

lui accorder », a confié un proche de l'ancien bras droit de Faure Gnassingbé à nos confrères de Togo breaking news. Toutefois, l'ancien porte-parole du gouvernement togolais a été reçu au palais présidentiel du Ghana la

semaine dernière.

La situation sociopolitique et la conduite à tenir dans la mise en œuvre des recommandations formulées par les chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao ont meublé la grande partie des



Pascal Bodjona

discussions. L'intéressé lui-même reste silencieux sur le sujet. Il aurait tout de même donné son avis sur les pistes à explorer pour régler la crise.

Selon l'entourage de M. Bodjona, il aurait proposé au président ghanéen ce qui peut contribuer à l'intérêt

de tous les Togolais. De plus, il se serait prononcé sur la manière dont la mise en œuvre des décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao peut aider à tourner véritablement dos à la crise politique qui dure trop longtemps.

Edem Dadzie

RDC / Présidentielle 2018**Va-t-on vers une candidature unique de l'opposition congolaise ?**

C'est l'essentiel de la déclaration commune rendue publique ce lundi 13 août 2018 par la coalition de 6 candidats de l'opposition congolaise. Et pour cette coalition qui vise la présidentielle de décembre prochain, le retour au pays de Moïse Katumbi est devenue une exigence que le pouvoir devrait respecter en plus des accords de la Saint Sylvestre.

Dans cette coalition des 6 opposants congolais, on retrouve les ténors de premiers rangs comme Félix Tshisekedi, Jean-Pierre Bemba, Vital Kamerhe. Ces poids lourds de l'opposition congolaise espèrent le retour de Moïse Katumbi pour former une coalition solide capable d'affronter le parti au pouvoir qui a désigné son candidat. Une posture qui laisse présager un probable accord autour d'une candidature unique de l'opposition pour la présidentielle de décembre 2018. Mais, la question qui se pose est bien évidemment celle du nom de celui qui

représentera valablement cette coalition ?

Sur ce sujet, le débat n'est pas encore lancé. Et l'heure est plutôt à la formulation des exigences liées au bon déroulement du scrutin de décembre prochain. En ligne de mire, le retour de Moïse Katumbi, bloqué à la frontière du pays pour un problème ayant trait à sa nationalité italienne.

Pour le parti au pouvoir qui semble faire feu de tout bois pour laisser perdurer cette situation, la nationalité de Katumbi est plus un problème juridique que politique comme semble le faire croire

certaines personnes. Pour l'ambassadeur Alain André Atundu, porte-parole du parti au pouvoir, « ...la première condition d'immigration est d'avoir une identité juridique certaine, non sujette à caution ou controversée... Moïse Katumbi a une identité confuse du fait d'avoir renoncé à la nationalité italienne sans avoir fait une quelconque démarche de recouvrement de la nationalité congolaise auprès du gouvernement, autorité compétente en la matière. S'agissant d'une personne présumée détentrice d'une nationalité étrangère, son cas



La plate forme des partis politiques

relève de la souveraineté d'un Etat ».

Une réponse qui renvoie le retour de Katumbi aux calendes grecques. Mais l'opposition ne désespère pas. Elle ne semble pas cristalliser son attention sur le retour de Katumbi au pays, mais formule d'autres exigences dont le respect intégral de l'accord de la Saint Sylvestre,

le retrait de la machine à voter et le nettoyage du fichier électoral.

Reste à savoir si cette coalition des 6 opposants assujettira sa participation à la présidentielle au respect par le pouvoir de ces exigences ainsi formulées. C'est le « wait and see ».

Alexandre Wémima

Mali / Résultats second tour**Le représentant de Soumaïla Cissé à la Céni démissionne**

Alors que la Commission électorale travaille d'arrache-pied à la compilation des résultats du second tour de la présidentielle du dimanche 12 août 2018 dernier au Mali, le représentant de l'opposant Soumaïla Cissé vient de claquer la porte de l'institution. S'avance-t-on vers des résultats qui seront dénoncés ?

Abdouramane Diarra affirme avoir mis fin à sa participation aux opérations de centralisation des résultats pour dénoncer les bourrages d'urnes qu'il a constatés dans les résultats qui arrivent des bureaux de vote.

Dans la grande salle qui abrite les responsables de cette commission, on retrouve désormais seuls, le président de la Commission, les observateurs nationaux et étrangers, les

représentants du candidat IBK. Devant des « exemples patents » de fraudes, le représentant du candidat Soumaïla Cissé ne pouvait plus se rendre complice de ce travail frauduleux dont l'issue est connue.

Cet épisode relance le débat autour de la transparence de ce scrutin, dénoncé par la majorité des candidats de l'opposition du 1er tour. Au moment où les Maliens attendent les résultats provisoires prévus pour ce mercredi 15 août, le

départ du représentant de Soumaïla Cissé vient porter un coup au processus qui a connu des violences lors des deux tours de scrutins. Mais déjà, les partisans du président sortant annoncent sa réélection avec une avance confortable. Le directeur de campagne de la coalition Ensemble pour le Mali, coalition qui a porté la candidature du président IBK, a affirmé mardi 14 août, lors d'une conférence presse, que



Soumaïla Cissé

« les résultats issus du système de centralisation de notre QG de campagne indiquent que le candidat IBK serait réélu de manière large et confortable ». Une

déclaration que Boukary Treta fait sous réserve des résultats officiels attendus pour le mercredi 15 août 2018.

T.M.

Angola / Sommet de Luanda**Kabila absent au sommet consacré au processus électoral de son pays**

Ce sommet est consacré à la réconciliation au Sud Soudan et au processus électoral en RDC. 6 chefs d'Etat étaient donc attendus à ce mini-sommet de Luanda qui a été l'occasion de féliciter Joseph Kabila pour son respect de la Constitution en renonçant à se présenter pour un 3ème mandat dans son pays.

Pour le compte de la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), le président Denis Sassou Nguesso a fait le déplacement. Tout comme le Gabonais Ali Bongo Ondimba, président de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Absent de ce sommet consacré à la RDC et au Sud Soudan, Paul Kagamé s'est

fait représenter par sa cheffe de la diplomatie, Louise Mushikiwabo. Il en est de même pour Yoweri Museveni qui a dépêché son ministre des Affaires étrangères. Même le président de la Commission de l'Union africaine a été représenté par son conseiller stratégique. Etaient donc présents, aux côtés de Sassou Nguesso, le Sud-Africain, Cyril Ramaphosa et l'hôte de la rencontre, Joao

Lourenço.

Le grand absent à ce mini-sommet est le président Kabila dont la situation électorale est au centre des débats. Mais cela n'a pas empêché ses pairs de lire le communiqué qui fait l'éloge de sa décision de ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle du 23 décembre 2018 en RDC. « Les chefs d'Etat se sont



Joseph Kabila

félicités, par ailleurs, de voir le président Joseph Kabila honorer son engagement à respecter scrupuleusement la Constitution au terme de son second mandat. C'est une démonstration claire de

sa détermination de placer les intérêts du Peuple de la République démocratique du Congo au-dessus de toute autre considération », indique le communiqué final.

T.M.

Le Togo, la crise et les perspectives économiques

Ces acquis à préserver malgré tout

De 2010 à 2015, l'économie togolaise a réalisé des avancées sur plusieurs plans, avec à la clé un PIB au-delà de 5%, le regain de la confiance et le retour des partenaires au développement et la création d'emplois. Des résultats certes à améliorer, mais le Togo risque de ne pas conserver tous ces acquis ou risque malheureusement de les perdre, si les acteurs politiques ne trouvent pas une solution rapide à la crise politique qui a démarré le 19 août dernier.

Après la politique des grands travaux, les réformes économiques, les efforts de lutte contre la corruption et la transparence, le gouvernement togolais met désormais le cap sur la relance du secteur agricole. L'objectif, donner un nouveau souffle à l'économie togolaise qui doit faire face à un double défi : maintenir sa croissance, et investir dans le social. Du Projet d'Appui et d'Insertion économique des jeunes vers les Secteurs porteurs (Paiej-Sp), au projet des agropoles en passant par le Mécanisme incitatif

de financement agricole (Mifa), le gouvernement avec ses partenaires au développement et le secteur privé ont mis en place plusieurs projets pour tirer le meilleur de l'agriculture au Togo.

Selon la Banque africaine de développement (BAD), l'agriculture demeure le fondement de l'économie togolaise. En 2017, ce secteur a contribué à hauteur de 1,7 point au pourcentage de la croissance de notre pays en 2017. En dehors de l'agriculture, le Togo peut également compter sur son port, le seul en eaux profondes en Afrique de

l'ouest et qui a bénéficié ces dernières années des travaux de modernisation et d'extension, faisant de lui l'un des plus performants de la sous-région ouest africaine.

En dehors du port (le secteur tertiaire) et de l'agriculture, l'on pourra également parler du commerce avec plusieurs réformes mises en œuvre, et des industries extractives (souscription du Togo à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (ITIE). On peut aussi évoquer l'amélioration du climat des Affaires, un



Le Port Autonome de Lomé



Une productrice dans les champs de coton

processus qui a amené le gouvernement américain à accorder le programme Treshold au Togo, il y a quelques mois. Mais tout cela risque de tomber à l'eau si le pays ne sort pas des tensions politiques qu'il connaît ces derniers mois. La BAD dans son dernier rapport, a souligné que la recrudescence des protestations politiques aura pour conséquence,

le ralentissement des activités économiques et une révision à la baisse de la croissance estimée pour 2017 et projetée pour 2018 et 2019. « La croissance économique (du Togo) est estimée à 4,5 % pour 2017 contre 5 % en 2016. Projetée à 5 % pour 2018, elle pourrait atteindre 5,3 % en 2019 », selon la Banque.

Rachidou Zakari

Recensement des données économiques

L'OTR proroge l'opération à fin août

Lancée au mois de mai dernier, la collecte des données économiques initiée par le ministère en charge de l'Economie et des Finances qui devrait être finalisée la semaine dernière se poursuit jusqu'au terme de ce mois d'août.

En croire le communiqué conjoint du ministère de l'Economie et des Finances et de celui de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, les opérations de collecte de données entrant dans le cadre du recensement des données économiques sont prorogées de quelques semaines. Selon la note lue à la Télévision nationale, ce report s'explique par l'étendue des opérations de

collectes qui restent encore à réaliser en vue d'aboutir à une cartographie claire de l'économie togolaise.

Initialement, la collecte des données économiques était programmée pour durer trois mois et vise à recenser les entreprises tant du secteur formel que du secteur informel et des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. A terme, l'enquête qui est mise sous la tutelle de l'Office togolais des recettes (OTR), devrait, selon les explications des premiers

responsables de l'institution, permettre « d'harmoniser les données dont elle dispose ». En initiant ce projet de recensement des données, l'OTR compte également assainir le fichier des contribuables togolais et d'autres opérateurs économiques, au-delà, à travers une actualisation des informations dont disposent les services de prélèvements d'impôts et taxes.

Les autorités gouvernementales conviennent par ailleurs, les populations

qui sont inscrites dans la base de l'échantillon à enquêter, à contribuer à la facilitation des travaux des agents en charge de la collecte des données. Garantissant l'anonymat des informations collectées, les deux départements ministériels comptent sur la franchise dans les réponses ainsi que sur le civisme et la collaboration des agents économiques en vue de mener à bien, la collecte des données économiques sur l'ensemble du territoire national.

L'opération conduite par l'Office togolais des recettes fait suite au Recensement général des entreprises (RGE) mené par le ministère en charge de la Planification du développement en

collaboration avec l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques et démographiques (Inseed) depuis novembre 2017. Cette opération a consisté à doter le Togo, d'une base de données actualisée des entreprises opérant sur l'ensemble du territoire national de manière formelle ou informelle. Selon les informations communiquées, les résultats issus de ces opérations permettront d'identifier au mieux les entreprises opérant sur le territoire économique togolais dans le but d'orienter efficacement la politique fiscale et les différentes interventions du gouvernement togolais.

Prosper Awih

Financement des politiques publiques

Le Togo sollicite 20 milliards sur le marché financier sous régional

L'Etat togolais poursuit ses différentes interventions financières sur le marché de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) par une nouvelle émission dès demain vendredi, de nouveaux titres sur le marché de la sous-région. Comme les précédentes, l'opération de demain consistera à une levée de fonds estimée à 20 milliards de francs CFA par le Trésor togolais.

L'opération intervient à la suite d'une bonne quête du mois de juillet dernier rendue opérationnelle par le Trésor public du Togo. L'avis émis en début de cette semaine par l'Agence Umoa-Titres et le Trésor public fait état d'une cession d'Obligations assimilables au Trésor (OAT) d'une valeur totale estimée à 20 milliards de francs CFA dont la date d'entrée en valeur des titres est fixée au lundi 20 août.

Selon le communiqué rendu public lundi dernier par l'Agence Umoa-Titres, la prochaine opération du Togo rentre dans le cadre des différentes émissions financières de l'Etat togolais avec pour objet de mobiliser l'épargne des personnes physiques ainsi que des établissements publics, dans le but de pallier les besoins de financement des différentes politiques publiques élaborées par le

gouvernement dans sa loi de finances exercice 2018.

Comme pour les précédentes émissions, la valeur nominale de ces obligations assimilables au Trésor qui seront émises est fixée à 10 mille francs CFA pour un taux d'intérêt annuel arrêté à 6% avec notamment un délai de maturité de 610 jours et une échéance prévue pour l'année 2020. L'opération de cette semaine fait suite à celle du mois de juillet au cours

duquel, le gouvernement qui avait émis 50 milliards de francs CFA a mobilisé des titres d'une valeur de plus de 57 milliards.

Cette embellie confirmait le mois dernier, la consolidation de la confiance que font les investisseurs étrangers et sous régionaux particulièrement dans la capacité du Togo à solder, dans les délais, des engagements pris vis-à-vis de ses créanciers. Depuis le mois de janvier de cette année en effet, le Trésor public togolais a marqué de

force son retour sur le marché financier de la sous-région avec des mobilisations en OAT et en Bons assimilables au Trésor. Ces différentes interventions devraient, d'après les autorités nationales, contribuer à financer les politiques sociales de l'exécutif togolais en dépit de la cure d'austérité et d'autres contraintes de gestion des finances publiques qu'imposent les institutions financières internationales (Fonds monétaire international et Banque Mondiale).

Prosper Awih

Jeunesse togolaise

Education et défis pour demain

L'une des richesses du Togo est la jeunesse de sa population qui cependant vit dans une société marquée par une crise économique, sociale et politique. Les jeunes sont supposés prendre une part active dans le développement du pays mais certains sont confrontés à plusieurs problèmes qui impactent leurs vie et projets. TogoMatin vous propose de revenir dans ce dossier sur la journée internationale de la jeunesse édition 2018, l'éducation, la formation et les perspectives qui s'offrent à la relève de demain dans notre pays.

Journée internationale de la jeunesse 2018



Victoire Tomégah-Dogbé

Le Togo, à l'instar d'autres pays du monde, a observé le 12 août dernier la journée internationale de la jeunesse. L'occasion vise à promouvoir le rôle capital que jouent les jeunes dans le développement des nations et dans la pacification des sociétés.

L'objectif de cette journée est de promouvoir la participation effective des jeunes dans la vie de la société et dans le processus de prise de décision. Cette année, cette journée est observée sous le thème de réflexion, « Des espaces sécurisés pour les jeunes ». A cette occasion, la ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Mme Sidemehou Tomégah-Dogbé, s'est entretenue avec des

journalistes sur les objectifs des activités inscrites à l'agenda de cette journée au Togo et sur les efforts que l'Etat togolais déploie à ce jour au profit de cette couche sociale.

Selon Mme Tomégah-Dogbé, depuis le 12 août 1999, les Nations unies célèbrent annuellement la journée internationale de la jeunesse. C'est une journée de reconnaissance du rôle capital des jeunes dans le développement des Etats et dans la construction de sociétés pacifiques.

Elle a précisé que le thème retenu cette année est assez évocateur et sonne comme une invite à accélérer et renforcer notre action visant la mise en place des cadres socio-éducatifs viables et adaptés

pour répondre aux besoins des jeunes.

Pour la ministre Tomégah-Dogbé, le programme de construction et de réhabilitation des centres et maisons de jeunes que le gouvernement a lancé, depuis 2012, s'inscrit parfaitement dans la droite ligne des raisons qui

ont motivé le choix du thème de la célébration de 2018. A travers ce vaste programme, le désir du gouvernement est de donner aux jeunes davantage de chances de devenir des citoyens émancipés, actifs et responsables, mais également des êtres humains confiants et épanouis.

Expérience de Komlan Bessanh, un jeune entrepreneur togolais

M. Komlan Bessanh, est un jeune entrepreneur togolais et co-responsable de « Nutri-Togo Sarl », une entreprise spécialisée dans la production de jus et de bière à base de champignons à Lomé et qui emploie 108 personnes. Le 16 mars dernier, M. Bessanh a été sacré meilleur entrepreneur de l'année 2017 dans la catégorie petites et moyennes entreprises à l'issue du concours : « Meilleur

sur les difficultés rencontrées dans son projet avant sa concrétisation. A ce sujet, il a déclaré à nos confrères d'afreepress que « Tout entrepreneur a des difficultés. Moi je ne parle pas en termes de difficultés mais de défis. Lorsqu'on perçoit des difficultés comme défis, on y travaille toujours pour les relever. Notre défi, c'est de renforcer notre capacité de production



Komlan BESSANH
Champiso/Specialiste Nutrition-Santé

Entrepreneur » organisé par le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej). Il a été récompensé par un chèque de 2.000.000 F CFA, un ordinateur portable, un four à micro-ondes ainsi qu'une lampe solaire.

M. Bessanh a levé un peu le voile

pour produire en quantité nos boissons et accroître nos compléments nutritionnels en gélule et d'autres comme les savons afin de satisfaire la demande ».

Comme motivations pour ses concitoyens, il a déclaré que « je ne peux que dire à mes jeunes

frères et sœurs qu'entreprendre c'est bien. Mais on n'embrasse pas le domaine entrepreneurial parce qu'on ne trouve rien à faire. On entreprend par passion

et détermination et une vision. C'est de décider de ne jamais abandonner et la deuxième chose, c'est de se fixer un cap ».

Cellule familiale, cadre de formation pour la jeunesse

La cellule familiale constitue le cadre normatif de référence pour la préparation harmonieuse du jeune dans la société. Cependant, de nos jours avec l'essor de l'urbanisation et l'ampleur de la paupérisation, on assiste à une fragilisation et à un éclatement de la cellule familiale qui a provoqué une désorientation de la jeunesse. Cette perte graduelle des valeurs traditionnelles est favorisée par l'incapacité des parents à subvenir aux besoins matériels et financiers de leurs enfants. Devant cette démission de la plupart des parents qui ferment

délibérément les yeux sur les comportements déviants de leurs enfants, ces derniers s'adonnent au mimétisme qui consiste à vivre sur des valeurs autres que les leurs.

Le refus de soumission à l'autorité des parents est un phénomène qui tend à se généraliser et être très lié au manque de dialogue entre les parents et leurs enfants d'une part et à l'affluence négative des programmes des médias, des TICS, d'autre part. Il est à noter que l'éducation informelle joue un très grand rôle dans le comportement des jeunes.

Rôle de la jeunesse

La jeunesse constitue la relève de demain, à ce titre les jeunes doivent être les acteurs privilégiés des transformations socioéconomiques, culturelles et politiques en cours dans le pays. Sur le plan économique, la jeunesse rurale contribue à la production des cultures vivrières (céréales, tubercules, légumineuses etc..) et des cultures de rente.

La jeunesse urbaine pour sa part est présente dans le secteur moderne public et privé mais de plus en plus dans le secteur informel et de service à cause des difficultés économiques du pays. Sur le plan politique, la jeunesse togolaise a joué un rôle majeur et prépondérant dans le processus de démocratisation en cours dans le pays depuis 1990.

Les jeunes participent aux activités des partis politiques et des associations ou mouvements de jeunes et apportent des contributions remarquables pour la mobilisation de la population et le renforcement du processus démocratique. Cependant, la jeunesse togolaise a payé un lourd tribut dans les différents troubles sociopolitiques que le pays a connus depuis une quinzaine d'années.

Education et formation

L'éducation et la formation professionnelle constituent les déterminants essentiels de la qualité des ressources humaines. Elles conditionnent l'insertion des individus dans la vie sociale à travers l'accès aux possibilités d'emploi.

Au Togo, l'éducation et la scolarisation des enfants sont considérés comme une priorité nationale depuis la réforme de l'enseignement promulguée par l'ordonnance N°16 du 06 mai 1975 qui stipule que l'enseignement est obligatoire et gratuit pour tous les enfants de deux ans révolus à quinze. Cette disposition est reprise dans la constitution du 14 Octobre 1992. L'environnement sociopolitique peu propice fait que l'offre scolaire (infrastructure, équipements, manuels scolaires et matériels didactiques, enseignants etc..) ne suit plus la croissance de la demande scolaire et le système éducatif est confronté à d'énormes difficultés dans les différents secteurs.

Chômage et emploi

L'un des casse-tête de ce monde a connu, est l'épineuse question du chômage des jeunes. Le chômage des jeunes

a toujours été combattu, mais jamais vaincu. Qu'il s'agisse des nations qui s'affirment être les plus grandes au monde, ou encore des sociétés qui sont réputées mettre les questions sociales en avant, cette problématique n'a pas fini d'exister.

Plusieurs études ont montré que les principales causes du chômage sont l'illettrisme ; le manque d'emplois et le manque de main d'œuvre qualifiée.

En matière d'emploi, le tout n'est pas d'avoir une formation, mais c'est d'avoir une formation adéquate, c'est-à-dire qui va

avec le poste qui est proposé. Pour combattre chacune de ces gangrènes sociales, il faudrait valoriser l'éducation scolaire. Cette valorisation doit passer par la mise en avant de l'éducation de la jeune fille, et surtout et encore l'alphabétisation fonctionnelle afin de toucher toutes les couches de la société. Pour ce qui est du manque d'emplois, là encore, il faudrait multiplier les projets et/ou investissements qui mobilisent une forte main d'œuvre autochtone. Ceci concerne surtout les grands projets qui appellent souvent à l'implication des multinationales.

CNJ, une initiative en faveur de la jeunesse



Initiative d'une élève

Le Conseil national de la jeunesse (CNJ) est un cadre de concertations, d'expressions et d'actions de la jeunesse togolaise. Elle a pour mission d'assurer la pleine effective participation des jeunes au processus de développement et de prise de décisions.

Ses objectifs sont :

- représenter les intérêts de la jeunesse et des organisations de jeunes auprès du Parlement, du gouvernement, de l'opinion publique et de toutes les institutions intervenant dans le domaine de la jeunesse ;
- favoriser la coordination des programmes et activités des organisations de jeunes ;
- impulser et coordonner la participation des membres à des actions de développement communautaire d'intérêt local, national et international ;
- renforcer les capacités des organisations de jeunes ;
- cultiver chez les jeunes togolais l'esprit républicain et d'appartenance à une seule

nation ;

- œuvrer pour le développement socio-économique, culturel et sportif de la nation ;
- promouvoir la coopération internationale par le renforcement des relations des jeunes au sein de l'Union africaine et des Nations unies ;
- mobiliser les ressources pour soutenir les actions des organisations de jeunesse.

S'il est vrai que la journée internationale de la jeunesse est un moment de commémoration, elle est aussi un instant de bilan d'étape. Le programme de construction et de réhabilitation de maisons et centres de jeunes doit être poursuivi. Pour l'essor de la jeunesse, les autorités se doivent de jeter un regard anticipatif sur l'évolution future de la société togolaise et prendre en compte la place de cette couche de la population dans des décisions présentes et qui auront un impact positif durable sur l'avenir du pays.

Annnonce

Dernier virage "Welcome Holidays"

TEKS Groupe en collaboration avec diverses structures partenaires organise une activité socio-éducative à l'endroit des élèves et étudiants. Un moment de détente, de retrouvailles et d'échanges dénommé "Welcome Holidays"

En attraction :

- Show musical et shooting avec des artistes talentueux,
- Jeux tombola pour gagner des billets d'avion, des bourses d'études universitaires et divers autres lots,
- Partage d'expériences avec des modèles de réussite.

- Invitée d'honneur : Mme Olatokunbo IGE, Formatrice experte en développement personnel pour permettre aux jeunes de se fixer des objectifs et les atteindre afin de réussir leur vie.

Lieu: Collège Protestant de Lomé Tokoin

Date: Samedi 18 Août 2018

Heure: 15h00

Pass: 5.000F valable pour 2 personnes avec consommation.

NB. Les tickets sont déjà en vente aux secrétariats des radios partenaires (Taxi FM, Nana FM, Victoire FM et Zéphyr), TEKS Shop (Face pharmacie Gbossimé) et TEKS Administration sur le Boulevard de la Kara (Adéwi, face copie center non loin de la pharmacie Kisito).

Infoline: 90657878

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE: Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM: Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
 GYM FILA O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel Communication, Location d'espaces Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
 COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél: 22 40 04 99

Pharmacies de garde de Lomé du 13 au 20 / 8 / 2018

AKOFA	Amoutivé	96 32 97 57
CENTRE	(face SGGG)	22 21 83 30
SANTE	Près de NOPATO	22 21 58 41
CHATEAU D'EAU	BE	22 21 57 51
CRISTAL	Bd H. Boigny	22 20 90 91
N-D de MEDJ	Bd du 13 Janv	22 35 20 02
EMMANUEL	Kodjoviakopé	22 21 30 98
Ste MARIE	Tokoin-RAMCO	22 21 85 58
GBOSSIME	Gbossimé	22 22 50 50
AVE MARIA	CHU Tokoin	22 22 33 01
ISIS NUKAFU	Gapkpoto	70 44 83 87
YEM-BLA	258, Av. Akéï	22 26 76 51
LILAS	Kégué	22 26 29 59
THERYA	TOGO 2000	22 61 56 52
CITRUS	Attiegou	70 44 59 24
UNION	BE KPOTA	22 27 71 64
O GRAIN D'OR	Zorrobar,	22 70 06 90
CITE	Bd. du 30 Août	22 25 01 25
BESDA	Adidogomé	22 51 05 29
EPIPHANIA	ADIDOGOME	70 40 10 52
CONSEIL	Sagbado Logote	70 21 56 53
ENOULI	Agbalepedogan	22 25 90 68
VERTE	Klikamè	22 25 03 26
NATION	TOTSI	22 25 99 65
LAUS DEO	Léo 2000	22 25 15 05
ARC-EN-CIEL	Agoè-Télessou	70 42 50 00
De La VICTOIRE	Avédji	70 45 74 92
ADONAI	Agoè-Nyivé	22 50 04 05
EMMAÛS	Route de M. Tové	96 80 09 12
APOU ANTOINE	Agoè-Nyivé	22 19 12 15
TCHEPSON	Togblékopé	70 42 94 41
VERSEAU	Baguida	22 27 34 53
DE L'EDEN	Baguida	70 42 13 98

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
 Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Photo du jour



Légendez cette photo

Musique / Burkina-Faso

La moto de Mawndoe, origine de la dislocation de Yeleen ?

Le rappeur burkinabé Smarty était face à ses fans, le 9 août dernier, au Sky Lounge New au Burkina-Faso. Smarty a saisi l'occasion pour leur parler de sa personne, son histoire avec Mawndoe dans le groupe Yeleen, sa carrière solo et ses ambitions. Beaucoup de ses fans croyaient que c'était une affaire « François Compaoré » qui a porté atteinte au groupe « Yeleen ». Néanmoins, cette version s'avère être une belle et fausse rumeur.

Il y a de nombreux ces Burkinabé qui n'ont pas encore digéré la séparation des deux membres du groupe de rap burkinabé Yeleen. Les fans du groupe musical cherchaient à être au parfum de l'origine réelle de la dislocation du duo.

Eh bien l'interprète du chapeau du chef, Smarty a tenu à apporter des éléments de réponse à toutes ces questions qui taraudaient l'esprit des uns et des autres. Cette rencontre d'échanges a été possible grâce à la coordination de Barka culture.

Bien installé aux côtés de Moustapha Sawadogo, son manager, Salif Kiekietia alias Smarty a fait écouter

en exclusivité deux titres de son prochain album qui sortira très bientôt.

Après l'audition de ces titres, le rappeur burkinabé pouvait tout débiter à ses fans sur sa vie, mais surtout l'élément déclencheur de sa séparation avec Mawndoe, le second membre de « Yeleen »

La moto et le sommeil brisèrent le groupe

Smarty a expliqué les raisons qui ont conduit à la dislocation du groupe en ces termes : « Un jour j'ai envoyé mon petit frère aller dire à Mawndoe de me donner sa moto pour que j'aie à déposer mon père. Quand on dit ça les gens se disent oh ! Yeleen, 10 ans

de carrière, stade encore à parler de moto. Oui ! Parce que réellement durant toute cette période on s'est fait « baiser » ; excusez-moi du terme. Le petit arrive, tape à sa porte et lui transmet le message. Mawndoe dit au petit de venir me dire qu'il dort et qu'il ne veut pas qu'on le dérange. Cela à l'air léger. Le petit est venu me rapporter la scène. Je l'ai appelé, il m'a répété la même chose. Je suis parti sur un coup de colère je l'ai appelé pour lui dire qu'on arrête. Il m'envoie un message et me dit « Arrête ton chantage affectif ». Je dis ok, tu verras si c'est un chantage affectif. C'est là que j'ai fait le post pour annoncer qu'on se sépare. En réalité pour moi, on



Smarty

aurait pu arranger ces petits détails, mais quand les choses doivent se gêner, elles vont se gêner parce qu'il y a des personnes qui sont derrière son attitude. Vous avez probablement connu une dame du nom d'Ester Beli qui, à l'époque était attaché culturel à l'ambassade de France. Elle était très proche de Mawndoe, elle le conseillait en ce moment. Donc quand c'est parti en vrille et qu'on ne pouvait plus

rattraper les choses, elle le soutenait. Les choses étaient déjà calées en fait et moi je n'arrivais pas à comprendre. Bref moi j'avais déjà lancé le coup et les gens étaient sur moi. A'salfo m'appelle quelques jours après et me dit de revenir sur ce que j'ai dit. Je suis revenu sur ma décision mais Mawndoe était déjà parti. D'autres personnes sont intervenues mais sans succès ».

Nadia Edodji(stagiaire)

Orthophonistes d'Afrique francophone

Le 1er congrès démarre bientôt à Lomé

Lomé, la capitale togolaise servira encore de décor d'un évènement international qui se tiendra du 20 au 22 août prochain. Il s'agit du tout premier congrès scientifique international de la Fédération des organisations des orthophonistes d'Afrique francophone (Foaf).

« Troubles spécifiques du langage et des apprentissages en Afrique : Enjeux et défis », tel est le thème qui fera objet de débats lors de cette première conférence scientifique de la Foaf.

D'après Koré Kossi, le président du comité d'organisation, le but de

cette rencontre est de promouvoir l'orthophonie à travers la coordination des acteurs des pays membres. Au cours ce congrès, il est question de présenter les travaux des recherches, les résultats des expériences et des publications à travers sept conférences, t r e n t e - q u a t r e



Koré Kossi

communications orales et cinq communications affichées.

Deux cent cinquante participants de quinze nationalités sont

attendus à Lomé, selon M. Koré. A travers ce rendez-vous scientifique francophone, la Foaf veut favoriser l'harmonisation des législations professionnelles des pays membres. Aussi ambitionne-t-elle de prévenir les troubles du langage de la communication et des fonctions cro-myo-faciales au sein des populations.

L'orthophoniste est un praticien paramédical des troubles de la communication liés à la voix, à la parole et au langage oral et écrit.

N. E.

Lire

« Maïmouna » d'Abdoulaye Sadj. Ed Présence Africaine. 1965 Pp 40-41

« ...Avec un profond regret, la mère répondait toujours : « non » ; le départ de sa Maï rendrait la maison vide et la plongerait, elle Daro, dans une solitude noire. Elle représentait à sa fille aînée, à qui elle ne voulait pas déplaire, que la petite était le soutien, le seul

bonheur de ses vieux jours, et qu'elle craignait que leur séparation ne lui fût fatale. Elle terminait ses lettres par des éloges et de naïves prières pour manifester sa reconnaissance à Rihanna. Maïmouna grandit trop vite ... L'idée obsédait Yaye Daro. En vain voulut-elle la chasser. Pour dire le contraire de sa pensée et anéantir du coup son effet néfaste, elle jeta à haute voix, sans arriver à s'en convaincre d'ailleurs.

Ah ! Maï, comme tu maigris chaque jour ! Ne sens-tu rien d'anormal ? Cette constatation et la question posée intriguèrent Maïmouna. Elle se mit à rire. Je n'ai absolument rien, répondit-elle, je suis tout à fait bien portante. Yaye Daro était désarçonnée. La fille refusait d'avouer qu'en effet, depuis un certain temps, une extrême langueur baignait son jeune corps au réveil. Oui, au réveil, elle bâillait et

s'étirait. La vision matinale du monde extérieur lui causait un sentiment à la fois doux et pénible. De vagues besoins de tendresse de la nostalgie, des émotions inexplicables l'emplissaient parfois tout entière. Elle tressaillait sans cause déterminée, le regard des hommes la troublait et lui donnait envie de fuir. En bref les choses, d'un seul coup, perdaient leur valeur et leur aspect normaux pour

revêtir, à travers une sorte de brume, des caractères nouveaux favorisant chez elle un étonnement et une curiosité quasi maladifs.

En même temps, sa poitrine s'arrondissait de petits seins durs, dont le bouton se détachait à peine. La première poussée avait été brusque et incalculable : la croissance sous les tropiques a de ces élans immodérés !... »

Conseil nutrition **Fruit du baobab ou « pain de singe » pour bien démarrer sa journée**

Le fruit du baobab encore appelé «Alangba» en mina, très nutritif, intervient dans plusieurs usages dans notre pays. Plus encore, un nutritionniste le recommande comme menu au petit déjeuner afin de bien démarrer sa journée. Mais de quelle façon pouvons-nous profiter de ses bienfaits au quotidien ? Découvrons plutôt.

Tout d'abord, le « pain de singe », comme on l'appelle encore, du fait que les singes s'y intéressent beaucoup, est riche en glucides, surtout les sucres lents c'est-à-dire l'amidon. Il contient très peu de protéines et de lipides mais une grande quantité de fibres. Son apport en vitamine C (renforce le système immunitaire) est remarquable, avec une teneur entre 5 et 7 fois plus forte que celle de l'orange suivant les variétés.

Le fruit du baobab peut contenir jusqu'à 75% de glucides. Par conséquent, 100 g de fruit de baobab apportent autour de 300 Kcal. En comparaison, la banane qui a été popularisée par les tennismen pour son fort apport calorique, contient en moyenne 3 fois moins de calories que le fruit du baobab.

On relève la présence des vitamines B1, B3 et B6 qui jouent un rôle dans le métabolisme et la synthèse

des globules rouges. Une composition en minéraux très avantageuse avec une teneur en calcium quasiment deux fois plus élevée que celle du lait. Sans oublier le fer, le phosphore, le magnésium, le potassium et le zinc. C'est vraiment un super aliment. De manière globale, le nutritionniste conseille à nos lecteurs de consommer le fruit du baobab cru ou en jus. Par contre au vu de son apport énergétique, il faut en consommer de manière



Le fruit du baobab

raisonnable et éviter d'ajouter trop de sucre dans le jus par exemple. Consommer un verre de jus de baobab le matin au petit déjeuner est très pratique. Il apporte une bonne base énergétique, grâce aux glucides, pour commencer la journée. Ensuite, il permet un apport journalier

intéressant en vitamines et minéraux. Dans ce cas, le spécialiste conseille de réduire un peu la quantité de pain ou de bouillie par exemple, pour éviter une fois encore un apport calorique trop important.

Source : Stéphane Besançon, nutritionniste

Troubles du langage

Types, facteurs de risques et prise en charge

Les troubles du langage appelés aussi troubles « dys », touchent un grand nombre d'enfants. On distingue la dyslexie, la dysgraphie, la dysorthographe, la dyscalculie. Grâce à l'orthophonie, il est possible dans la plupart des cas, de corriger et fixer les mécanismes d'élocution et de rattraper les retards en procédant à un bilan puis à une rééducation orthophoniques.

Les troubles du langage se manifestent tous sous la forme d'un retard dans l'acquisition du langage. Un stress prénatal peut avoir un impact sur le développement de l'enfant à naître et peut-être associé à un risque accru de prématurité, de dépression, d'autisme ainsi que de retard d'acquisition du langage. Des études

révèlent que les troubles du langage sont liés à des facteurs génétiques et environnementaux.

Les garçons semblent plus concernés que les filles. Lorsqu'on retrouve un retard de langage chez un autre membre de la famille, le risque est multiplié par 1,7 et il est multiplié par 3 si plus de 2 membres sont



Les troubles du langage retardent l'apprentissage

concernés. L'absence de lecture quotidienne par l'entourage familial au

cours des 24 premiers mois accroît le risque de troubles du langage. Deux autres

facteurs sont identifiables : la fréquence d'exposition au langage oral et la qualité du langage avec lequel on s'adresse à eux.

Mais rassurez-vous, avec une rééducation orthophonique précoce et bien menée, le retard de langage est souvent comblé avant l'âge de 6 ans et l'entrée au CP. Dans les cas les plus sévères, les difficultés compliquent l'insertion scolaire, ce qui peut avoir un impact sur le reste du développement. Dans ces cas, il faut faire appel à une structure spécialisée. Des solutions existent et la rééducation reste efficace même à l'adolescence.

Edem Dadzie

Ebola

Etat d'avancement de la recherche dans l'immunisation contre le virus

Ebola, ce mal redoutable a menacé et continue de menacer la santé des populations dans nos pays. Nos systèmes de santé bien qu'encore embryonnaires, avaient réussi à le maîtriser au moment fort de l'épidémie. Mais cette maladie sévit toujours dans un pays comme la République démocratique du Congo (RDC) qui l'a d'ailleurs vu naître. Les chercheurs font une mise au point sur son vaccin.

Concernant le vaccin, aucune formule n'est à ce jour homologuée, selon les spécialistes de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale/France). Mais certains ont atteint un stade avancé de développement. En 2015, l'Inserm, le National institute of allergy and

infectious diseases et la London school of hygiene and tropical medicine, en collaboration avec les autorités sanitaires et les scientifiques de quatre pays atteints par Ebola (Guinée, Libéria, Sierra Leone et Mali), ont constitué le consortium international PREVAC (Partnership for research

on Ebola vaccination). Ces équipes ont lancé un essai clinique à grande échelle portant sur trois stratégies de vaccination contre le virus Ebola, visant à identifier les stratégies de vaccination les plus prometteuses pour protéger les personnes contre ce virus. Dans le cadre du PREVAC, deux

vaccins prometteurs sont à l'essai. L'un est utilisé depuis le 9 août 2018, en réponse à la nouvelle épidémie en RDC.

Le second, nécessitant un rappel 8 semaines plus tard avec le vaccin MVA-BN-Filo, est également en cours d'évaluation, notamment dans le cadre du projet EBOVAC dont l'Inserm est partenaire. «

La recherche vaccinale contre Ebola doit continuer car, associée à des mesures efficaces de santé publique, elle est un élément essentiel dans la prévention et la réponse à de prochaines épidémies », préconisent les chercheurs. A ce jour, il n'existe aucun traitement efficace contre Ebola.

Source : Inserm



19e Journée de la Société ouest africaine de chimie Les enjeux du développement durable au cœur des échanges dans les différents panels

Les travaux de la 19ème édition des Journées scientifiques annuelles de la Société ouest africaine de chimie (Soachim) ont démarré mardi dernier à Lomé. Mettre la chimie au service des Objectifs de développement durable (ODD), pour l'essor de l'Afrique, est le souci de ces scientifiques venus des universités de la sous-région.

La science en général et la chimie en particulier, doivent être au service des ODD dont les principaux points concernent la santé, l'environnement, l'agriculture (la sécurité alimentaire), l'hydraulique (eau et assainissement). Justement, ces thématiques sont au centre des échanges des différents panels constitués pour l'occasion. Pour le professeur Gado Tchanbgédji, doyen de la faculté des sciences à l'université de Lomé et président de la Soachim au Togo, « les gouvernements

doivent donner aux scientifiques leur place dans les programmes de développement, notamment le projet des agropoles ».

Les journées scientifiques annuelles de la Soachim sont des journées au cours desquelles la communauté des chimistes de l'Afrique de l'ouest se retrouve pour réfléchir sur les problèmes qui empêchent le développement de la chimie dans la sous-région ouest africaine. Les enseignants-chercheurs se penchent sur l'apport



Une chimiste au laboratoire

de leur discipline pour le développement du continent. Pour cette édition, les participants sont venus du Togo,

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal.

La rencontre a été

ouverte, mardi, par le professeur Octave NikouéBroohm, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Pour ce dernier, les objectifs du congrès cadrent avec la vision et les engagements actuels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il invite à concilier les savoirs structurants et les savoirs opérationnels. Le professeur Gado pour sa part, semble bien comprendre les attentes des populations. « Ce que les populations attendent de ce congrès, c'est que nous mettions les résultats que nous obtenons souvent en laboratoire à la disposition des acteurs de développement pour leur mise en application afin de réaliser les ODD », a-t-il déclaré.

Edem Dadzie

Session de rattrapage du Hcrrun Hier à Kara et Atakpamé, les retardataires n'ont pas eu tort !

Après l'étape de Lomé il y a quelques semaines, le Haut commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun) a poursuivi sa tournée de rattrapage d'indemnisation des victimes des tensions politiques enregistrées au Togo en 2005.



Awa Nana Daboya, présidente Hcrrun

Dans la journée d'hier mercredi, les différentes délégations de l'institution sont allées à l'intérieur du pays à la rencontre des victimes des événements politiques connus par notre pays et qui, pour une raison ou une autre, n'avaient pu entrer en possession de leurs

indemnités de la première phase.

En mai dernier, nombreuses étaient ces victimes des violences politiques du Togo à n'avoir répondu à l'appel du Haut commissariat à l'occasion de sa phase d'indemnisation des victimes non vulnérables pour le compte de la

région des Plateaux. Lors de l'étape d'hier à Atakpamé, ce sont plus de 300 victimes venues de divers hameaux de la région qui ont répondu à l'appel du Hcrrun. L'étape d'hier a ouvert le bal pour cinq jours d'activités qui prennent fin samedi prochain dans la région.

« Nous avons sorti

une liste d'un millier de victimes qui n'avaient pas été prises en charge lors de la première phase. Le Hcrrun a ainsi jugé bon de repasser dans les milieux de la région en vue de rattraper les retardataires. Nous espérons que ces personnes qui n'étaient pas en mesure de se joindre à nous le feront ce fois », a déclaré Mme Claudine Ahiany Kpondzo, le deuxième rapporteur du Hcrrun hier à l'ouverture des travaux.

Alors qu'à Atakpamé le Hcrrun prenait en charge les victimes de la région des Plateaux, une autre délégation de l'institution effectuait à Kara, un périple pour le compte de la région Kara. « C'est la compassion de l'Etat que nous apportons à ceux qui ont souffert dans leur chair et dans leurs âmes pour des raisons politiques. Ce qui est distribué comme indemnité ne répond pas toujours aux attentes et reste

insignifiant par rapport à ce que les victimes ont subi comme préjudice. Les victimes sont nombreuses mais l'Etat, ne pouvant réfuter un de ses fils, donne une indemnité en terme de compassion », a précisé Dr Evalo Wiyao, le premier rapporteur du Hcrrun.

A l'occasion de cette première phase qui devrait être bouclée au terme de cette opération de rattrapage, l'institution annonce avoir pris en charge 2 500 victimes sur les 7 500 enregistrées à travers toute l'étendue du territoire national pour le compte des événements socio politiques de l'année 2005. A la suite de cette phase, la mission prochaine du Haut commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale sera la prise en charge des victimes des tensions politiques qu'a connues le Togo entre 1958 et 2005.

La rédaction



Prêt scolaire

0%

Sur 12 mois*

*Offre soumise à conditions

CAT



Nous finançons l'éducation de nos
futurs leaders

La Banque Autrement
www.corisbank.tg

